

Célébrons 20 ans

*Rapport annuel
2011-2012*

POUR **CENTRE** **CANADIEN**
L'ÉTHIQUE **DANS LE** **SPORT**

Message à l'intention des intervenants

Une autre année est derrière nous, ce qui porte le compte à 20 années pour le Centre canadien pour l'éthique dans le sport (CCES). Dans le cadre de cette étape clé de notre histoire, le temps serait peut-être venu de réfléchir à nos réalisations précédentes, à nos priorités actuelles et à nos défis futurs.

Comme c'est souvent le cas pour les enjeux sociaux d'importance, le CCES a été créé en réaction à une crise, soit quand Ben Johnson a soumis un échantillon révélant la présence de stéroïdes dans le cadre des Jeux olympiques de Séoul en 1988. La Commission Dubin s'en est suivie et comme le juge en chef Charles Dubin révélait les dessous de la communauté sportive canadienne, nous n'avons pas aimé le résultat : un système sportif où il fallait gagner à tout prix. Tout le reste était rationalisé, incluant notre sens de l'esprit d'équipe et notre souci de la santé de nos athlètes. Charles Dubin a compris les conflits d'intérêts inhérents au sport et grâce à sa sagesse, il a recommandé la mise sur pied d'un organisme indépendant capable d'éliminer le dopage dans le sport au Canada, indépendamment du sport et du gouvernement. En réaction à cette recommandation, le Centre canadien sur le dopage sportif (CCDS) a été créé en 1991. Le modèle de gouvernance et de structure du CCDS servirait d'exemple pour les organismes de sport et les gouvernements du monde entier et il est devenu la méthodologie de l'Agence mondiale antidopage qui a été mise sur pied en 1999.

En 1996, en reconnaissance du fait que le dopage représentait un symptôme aigu d'un système sportif sur le point de perdre sa morale, le CCDS et Esprit sportif Canada se sont fusionnés afin de devenir le Centre canadien pour l'éthique dans le sport. Le CCES avait désormais pour mission de promouvoir le sport éthique auprès de tous les Canadiens et Canadiennes. Avec une si grande portée, nous avons choisi d'adopter une méthode plus globale. Nous avons reconnu que les athlètes prenaient des décisions et se comportaient conformément ou contrairement à l'éthique non seulement selon leurs connaissances (ou leur manque de connaissances), mais également en raison de l'influence de leur environnement (autres athlètes, entraîneurs, parents, récompenses financières, médias, etc.). Un « système de réactions aigu » devait être élaboré afin d'éliminer les comportements contraires à l'éthique dans le domaine du sport (dopage, harcèlement, racisme, violence, etc.). Cependant, nous avions également besoin d'une « stratégie de prévention » afin de régler un problème encore plus ardu. Nous devons éliminer les causes sous-jacentes des comportements contraires à l'éthique tout en tenant compte de la nécessité d'établir et d'encourager des valeurs et des principes au sein de la communauté sportive.

À l'intérieur

<i>Faits saillants</i>	5
<i>Célébrons 20 ans</i>	6
<i>Gouvernance</i>	8
<i>Activer</i>	12
<i>Défendre</i>	16
<i>Protéger</i>	20
<i>Rapport du vérificateur indépendant</i>	26

Au cours des 20 dernières années, le travail du CCES a considérablement et profondément influencé le développement du sport au Canada. La Loi sur l'activité physique et le sport et la Politique canadienne du sport reconnaissent expressément l'importance d'un sport « juste et éthique ». La Stratégie canadienne sur l'éthique dans le sport et son document d'accompagnement intitulé Pour une éthique sportive ont obtenu l'approbation des ministres du Sport des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux de l'époque en 2001. Le mouvement canadien en matière de sport sain, le Mouvement Sport pur, a pris naissance à la suite d'un consensus parmi les Canadiens et Canadiennes pour que le système sportif soit axé davantage sur des valeurs et des principes, du terrain de jeu au podium. En 2003, le Programme canadien antidopage (PCA) a été adopté comme étant la version canadienne du Code mondial antidopage. De plus, le Centre de règlement des différends sportifs du Canada (CRDSC) a été fondé en 2004 afin d'offrir des audiences indépendantes pour les différends sportifs, incluant les violations des règles antidopage. Le Programme national de certification des entraîneurs a mis sur pied des modules portant sur la prise de décisions éthiques afin d'aider les entraîneurs à mieux faire face aux défis liés à la promotion de la conduite éthique dans le sport à tous les niveaux.

Plusieurs sports et gouvernements continuent d'exiger le respect dans le sport au pays. Le savoir-faire éthique s'est uni au savoir-faire physique afin de renforcer le modèle de développement à long terme des athlètes (MDLTA). La formation en ligne sur les droits et les responsabilités des athlètes concernant le PCA est devenue une condition d'admissibilité pour plusieurs organismes de sport. Jusqu'à présent, presque 3 000 communautés, organismes de sport et écoles ont adhéré au Mouvement Sport pur (www.sportpur.ca), adopté les principes Sport pur et confirmé leur intégration intentionnelle dans la pratique du sport au Canada.

Aujourd'hui, le sport est plus sain et éthique au Canada, notamment grâce aux efforts du CCES et de ses nombreux partenaires sportifs. En effet, les Jeux olympiques et paralympiques de Vancouver ont été surnommés les « Jeux les plus sains de l'histoire »! Mais nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers. L'éthique dans le sport ne représente pas un but à atteindre, mais plutôt un processus dynamique qui nous aide à éclaircir les règles de gouvernance parfois floues, tant dans le sport que dans d'autres domaines.

En gardant cette idée en tête, le CCES a réorganisé sa structure afin de mieux remplir son mandat important. Nous considérons que nous contribuons de trois façons interreliées à un sport juste, sécuritaire et ouvert à tous au Canada. Premièrement, grâce à notre rôle de protecteur de l'intégrité du sport et de notre gestion du PCA, pour la communauté sportive et en son nom, au titre de notre « système de réactions aigu ». Deuxièmement, par le biais de notre travail en amont visant à prévenir le dopage et d'autres enjeux éthiques en collaborant à l'intégration d'un système sportif axé sur des principes à tous les niveaux dans le cadre de notre « stratégie de prévention » à long terme. Troisièmement, au moyen de notre rôle visant à défendre et à faciliter une orientation et une démarche éthique par rapport à tous les enjeux de l'industrie du sport. Cela nécessiterait l'utilisation de valeurs et de principes afin de guider la prise de décisions quand les règles du sport n'y parviennent pas.

« Mais nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers. L'éthique dans le sport ne représente pas un but à atteindre, mais plutôt un processus dynamique qui nous aide à éclaircir les règles de gouvernance parfois floues, tant dans le sport que dans d'autres domaines. »

- Paul Melia et Louise Walker

Les défis auxquels le sport éthique fait face de nos jours ne sont pas vraiment nouveaux. Mais si nous ne leur prêtons pas attention, ils continuent de priver le sport de son pouvoir lui permettant de donner des résultats positifs. Afin de cibler nos ressources limitées, nous avons déterminé les six plus grandes menaces qui planent au-dessus du sport sain au Canada : le dopage, la violence, les comportements contraires à l'éthique des parents, une mauvaise gouvernance du sport, l'influence négative du sport professionnel (incluant les parties arrangées) et le manque d'accès au sport dans nos collectivités.

Le sport éthique est l'affaire de tout le monde. Néanmoins, parfois, quand quelque chose nous concerne tous, personne ne s'en occupe. Tout comme nous avons besoin d'une commission des valeurs mobilières dans le secteur financier, le CCES joue un rôle crucial dans le domaine du sport. Il ne fait aucun doute que le sport sera confronté à des enjeux nouveaux et complexes. Les parties arrangées sont de plus en plus fréquentes dans de nombreux sports. La technologie testera notre définition de ce qui est permis ou non dans le sport.

Bien que les enjeux éthiques auxquels les Canadiens et Canadiennes feront face sont aussi incertains que les solutions nous devons développer pour y répondre, deux choses sont sûres. Premièrement, les valeurs et les principes sur lesquels le sport repose au Canada. Ce sont les valeurs et les principes Sport pur qui ont été définis à la suite d'un long processus de consultation approfondi auprès des Canadiens et Canadiennes de tous les niveaux de sport et les nouveaux organismes qui adhèrent au Mouvement Sport pur le confirment quotidiennement. Deuxièmement, le besoin de partenariats. Le CCES ne travaille pas et ne peut pas travailler seul. Il peut uniquement réussir s'il collabore avec les gouvernements et tous les niveaux de sport, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Au fur et à mesure que nous reconnaissons que le sport sain peut faire une grande différence (auprès des individus, de nos collectivités et dans notre pays), nous devons trouver des moyens d'éliminer les cloisonnements administratifs au sein du gouvernement et des sports afin d'offrir un sport sain et d'exploiter sa puissance.

En réfléchissant à la dernière année et aux 19 autres qui l'ont précédée, nous voulons souligner le professionnalisme et l'engagement sans borne du personnel du CCES. Les efforts acharnés des employés et leur désir d'offrir un sport juste, sécuritaire et ouvert à tous ont permis de rendre le sport plus éthique. Ce rapport annuel met en valeur leurs réalisations au cours de la dernière année et c'est avec fierté que nous les partageons avec vous. Nous aimerions également reconnaître l'intendance ferme et prudente du conseil d'administration du CCES. Il faut être une personne spéciale pour offrir de son temps et de son expertise pour améliorer le sport au Canada. Le conseil du CCES en regroupe plusieurs. En conclusion, nous désirons souligner la généreuse contribution financière du gouvernement du Canada. Sa foi en notre mission et notre mandat, tout comme son soutien, tient compte du leadership crucial et précieux dont nous sommes très reconnaissants.



Louise Walker

Dre Louise Walker,
présidente du conseil d'administration

Paul Melia

Paul Melia,
président et directeur-général

Faits saillants

Respect du système de gestion de la qualité ISO 9001:2008

Plus de 2 600 contrôles de dopage ont été effectués en vertu du PCA

Le Mouvement Sport pur comprend désormais 2 677 membres

Plus de 25 000 athlètes canadiens ont bénéficié de l'apprentissage en ligne

« Pump it Up for Platelets » remporte la deuxième édition du Défi Sport pur : Donnez en retour à la communauté

Des services de contrôle et de formation ont été offerts à la LCF

Lancement d'une version électronique améliorée de DRO Global

Le CCES célèbre sa 20e année dans l'industrie du sport au Canada en lançant sa nouvelle marque et histoire, et en restructurant son site Web

Gouvernance





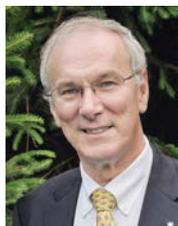
*Dre Louise Walker
Présidente*

Dre Louise Walker a obtenu son doctorat en médecine de l'Université de Toronto en 1977 et a ensuite obtenu un diplôme en médecine du sport de l'Académie canadienne de médecine du sport et de l'exercice (ACMSE). Dre Walker pratique la médecine sportive depuis plus de 30 ans et elle agit à titre de codirectrice du Centre de médecine sportive d'Ottawa et de professeure adjointe à l'Université d'Ottawa. Elle a été médecin de l'équipe de hockey féminin du Canada et elle a agi comme référence médicale dans le cadre de nombreux événements nationaux et internationaux, notamment aux Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver. Elle est également une athlète accomplie : championne canadienne en saut en hauteur (1973), médaillée d'argent aux Jeux du Commonwealth de 1974 et aux Jeux panaméricains de 1975, elle a participé deux fois aux Jeux olympiques. En 1993, elle a été intronisée au Temple de la renommée des sports de l'Université de Toronto, puis au Temple de la renommée des sports de Nepean en 2008.



*David Zussman,
Ph. D.
Vice-président*

David Zussman, Ph. D. est directeur de l'École supérieure d'affaires publiques et internationales et président de la Chaire Stephen Jarislowky sur la gestion dans le secteur public de l'Université d'Ottawa. Il a également été doyen de l'École de gestion de l'Université d'Ottawa de 1988 à 1992. De 2003 à 2010, monsieur Zussman a occupé le poste de commissaire de la Commission de la fonction publique et, en 2003, il a reçu le prix Mention de service public. Il est le président sortant du Forum des politiques publiques et de l'Association canadienne des programmes en administration publique ainsi que le vice-président sortant et le président-directeur général d'EKOS Research Associates. En 1994, il a été secrétaire adjoint du Cabinet, Examen des programmes et appareil gouvernemental, du Bureau du Conseil privé. Il est l'auteur et le coauteur de nombreuses publications, notamment *La prestation de rechange des services : pour une gouvernance partagée au Canada* et *The Vertical Solitude: Managing in the Public Service*. Il est chroniqueur pour le *Canadian Government Executive* et il a écrit régulièrement des chroniques sur la politique publique pour l'Ottawa Citizen.



*Dr Andrew Pipe
Président émérite*

Dr Andrew Pipe est directeur du Centre de prévention et de réhabilitation de l'Institut de cardiologie de l'Université d'Ottawa. Premier président du CCES, il compte une vaste expérience en matière de résolution de problèmes de dopage et ses connaissances du sport, de la santé et de la médecine constituent un atout précieux pour le CCES. Dr Pipe a été médecin en chef de l'équipe canadienne de basketball pendant plus de 30 ans et médecin en chef d'Équipe Canada lors des Jeux panaméricains de 1987, des Jeux olympiques de 1992 et des Jeux du Commonwealth de 2006. Il est le premier Canadien à avoir reçu le prix du Comité international olympique pour services rendus dans le domaine de la médecine sportive. Actuellement, Dr Pipe est président des Jeux du Commonwealth du Canada et rédacteur en chef adjoint du *Clinical Journal of Sport Medicine*. Il est membre de l'Ordre du Canada et du Temple de la renommée olympique du Canada.

« Nous aimerions également reconnaître l'intendance ferme et prudente du conseil d'administration du CCES. Il faut être une personne spéciale pour offrir de son temps et de son expertise pour améliorer le sport au Canada. Le conseil du CCES en regroupe plusieurs. »

- Paul Melia et Louise Walker



Ken Bagshaw

Ken Bagshaw est l'ancien responsable principal des affaires juridiques du Comité organisateur des Jeux olympiques et paralympiques de Vancouver 2010 (COVAN). Avant de se joindre au COVAN en 2004, M. Bagshaw était l'associé directeur régional du bureau de Vancouver de Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., ainsi que membre du conseil de direction national et du conseil d'administration du cabinet d'avocats. Au sein de ce cabinet, il a dirigé le Programme d'excellence professionnelle, un programme novateur de perfectionnement professionnel et de mentorat considéré comme l'un des plus complets au Canada. Il a occupé de nombreux postes d'administrateurs au sein d'organismes publics, dont la présidence de la Vancouver Art Gallery, la vice-présidence du Vancouver Police Board et la présidence du Bureau des gouverneurs de l'Université de la Colombie-Britannique. Admis au Barreau de la Colombie-Britannique en 1965, il a été nommé conseiller de la Reine en 1986 en reconnaissance de sa contribution à la profession et de son travail auprès du gouvernement.



Françoise Baylis, Ph. D.

Françoise Baylis est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en bioéthique et philosophie et professeure à la Faculté de médecine de l'Université Dalhousie. Son éthique de la recherche porte sur la santé reproductive des femmes, la recherche chez les humains et l'utilisation des nouvelles technologies et la santé publique (www.noveltechethics.ca). Professeure Baylis, une intellectuelle publique de l'ère moderne, est souvent l'invitée de CBC et de Radio-Canada et elle a écrit plusieurs reportages sur l'« arrière scène » des enjeux éthiques. Elle est également une universitaire accomplie ayant publié des centaines d'articles et de nombreux livres. Ses travaux, à la croisée de la théorie et de la pratique, sont axés sur les enjeux juridiques et communautaires. Professeure Baylis a été élue membre de la Société royale du Canada et de l'Académie des arts, des lettres et des sciences du Canada.



Ronald Bremner

Ron Bremner est président de Gold Medal Consulting Group. Pendant plus de 22 ans, monsieur Bremner a travaillé au sein de l'industrie de la radio et de la télévision de Vancouver, où il a été président des stations de radio CKNW et CFMI ainsi que président-directeur général de BCTV. En 1996, il est devenu président-directeur général des Flames de Calgary et de Professional Sports Publications. Aujourd'hui, monsieur Bremner offre du perfectionnement à de nombreux cadres supérieurs au Canada, prononce des discours-programmes et travaille avec les entreprises des secteurs du leadership, de la communication, de la planification stratégique et de la formation de l'esprit d'équipe. Tout au long de sa carrière, il a présidé plusieurs organismes canadiens importants. Il est membre du Temple de la renommée de l'Association canadienne des radiodiffuseurs et médaillé du jubilé de la Reine en service communautaire. Il siège actuellement au conseil de la Marche des dix sous de l'Ontario et est membre du President's Advisory Council de la St. Michael's Hospital (Toronto).



Jim Durrell

Ancien maire d'Ottawa, Jim Durrell a été élu au Conseil municipal en 1980. Fier partisan de sa ville et du sport, monsieur Durrell est le gouverneur sortant du Temple de la renommée des sports du Canada. Il a été président des Sénateurs d'Ottawa (une franchise de la LNH qu'il a aidé la Ville à obtenir) et des Rough Riders d'Ottawa (LCF). De plus, il a permis à Ottawa d'acquérir une équipe de baseball AAA. Actuellement président du concessionnaire automobile Capital Dodge Chrysler Jeep, monsieur Durrell siège également à de nombreux conseils, incluant ceux de Centraide Ottawa, du Centre des congrès d'Ottawa (président), de l'Administration de l'aéroport international d'Ottawa (ancien président), d'Hydro Ottawa et du Service de police d'Ottawa (vice-président).



François Godbout

Membre du Barreau du Québec, François Godbout a obtenu sa licence en droit de l'Université de Montréal et a été juge au Tribunal de la jeunesse de la Cour du Québec de 1987 à 2008. Ses réalisations sportives sont aussi impressionnantes que sa carrière juridique. En 1956, il a été champion de tennis de la province de Québec et il a fait partie de l'équipe nationale de tennis pendant six ans. Il a été intronisé au Panthéon des sports du Québec et au Panthéon du tennis canadien. Il a déjà été secrétaire de la Fondation de l'athlète québécois, vice-président du Comité canadien olympique et président de la Fédération canadienne de tennis.



Paul Melia

Président-directeur général et secrétaire trésorier du CCES, Paul Melia joue divers rôles essentiels au sein du CCES. Il doit notamment gérer le Programme canadien antidopage et travailler en étroite collaboration avec les gouvernements et les organismes de sport afin de mettre en œuvre une stratégie canadienne sur l'éthique dans le sport amateur. Titulaire d'une maîtrise en administration de la santé de l'Université d'Ottawa, monsieur Melia a mis à profit ses vastes connaissances et sa grande expertise afin d'élaborer et de mettre en place des campagnes d'information publique, d'éducation et de changement social en ce qui a trait à des questions sanitaires et sociales. Il agit présentement à titre de président de la Fondation Sport pur. Il a déjà été chef de la division des programmes de renoncement au tabagisme de Santé Canada et il est le président sortant de l'Association des organisations nationales antidopage et il a déjà été vice-président régional d'In-Touch Survey Systems Inc.



Dre Jane Moran

Depuis 1998, Dre Jane Moran est conseillère médicale en chef de l'Union internationale de patinage. Elle a été membre de l'équipe médicale canadienne, ce qui lui a permis de prendre part huit fois aux Jeux olympiques. Dre Moran est présentement professeure agrégée de clinique à l'Université de la Colombie-Britannique et à deux hôpitaux universitaires de Victoria. Elle est vice-présidente du Victoria Emergency Medicine Associates, elle a déjà siégé au conseil d'administration de l'Association canadienne de patinage artistique et aux sous-comités du Comité international olympique (CIO) sur les jeunes dans le sport et sur la triade de l'athlète féminine. Elle a écrit un chapitre sur le patinage artistique dans l'édition de 2000 de *Les femmes dans le sport* du CIO. De 1991 à 2007, elle a participé au Congrès mondial du CIO sur le dopage dans le sport et à la Conférence de l'Agence mondiale antidopage (AMA) sur le dopage dans le sport. Elle est observatrice indépendante pour l'AMA et membre du comité d'experts médicaux du programme Passeport biologique de l'athlète du CCES.



Chantal Petitclerc

Chantal Petitclerc est l'une des athlètes canadiennes les plus décorées. Au cours de sa carrière en course en fauteuil roulant, elle a remporté 21 médailles dans le cadre des Jeux paralympiques, une médaille d'or aux Jeux olympiques et elle a établi de nombreux records. Elle est la seule athlète canadienne à avoir gagné des médailles aux Jeux olympiques, aux Jeux paralympiques et aux Jeux du Commonwealth. De plus, elle est la première athlète paralympique féminine à être intronisée au Panthéon des sports canadiens. Son travail au-delà de la course a eu également de grandes influences. Elle est une conférencière motivante, elle agit comme athlète ambassadrice pour Right to Play et elle est porte-parole pour Défi Sport. Récemment, elle a été nommée Compagnon de l'Ordre du Canada, a écrit son premier livre *16 jours à Pékin* et a reçu une étoile sur l'Allée des célébrités canadiennes.



Kyle Shewfelt

Kyle Shewfelt est le gymnaste le plus médaillé au Canada. Au cours de sa carrière comme compétiteur, il a obtenu de nombreuses médailles dans des compétitions d'élite, dont les Jeux olympiques, la finale de la Coupe du monde, les Jeux du Commonwealth et les Championnats du monde. Aux Jeux olympiques d'Athènes en 2004, Shewfelt est devenu le premier Canadien à mériter une médaille d'or olympique en gymnastique artistique. Après une désastreuse blessure en 2007 et un rétablissement de 11 mois, il a effectué avec acharnement un retour à la compétition aux essais en vue de la sélection de l'équipe olympique de 2008, retour qui lui a mérité une place au sein de l'Équipe canadienne à Beijing – ce qui constituait une participation à ses troisièmes Jeunes olympiques. Il a mérité de nombreux prix, dont ceux de l'Athlète masculin de l'année Lionel Conacher, de l'Athlète masculin de l'année de Gymnastique Canada et le prix de l'histoire de l'année de l'esprit du sport du Prix sportif canadien. En 2010, il a été intronisé au Temple de la renommée des sports du Canada.

Groupes de travail et comités

En plus des experts qui siègent au conseil d'administration du CCES, l'organisme tire profit de l'expertise et de l'expérience de nombreux individus qui participent bénévolement à divers groupes de travail et de comités consultatifs.

Le Comité de révision des enjeux éthiques effectue des analyses et donne des conseils sur divers enjeux éthiques dans le sport.

Le Comité pour l'autorisation à des fins thérapeutiques évalue les demandes des athlètes qui désirent obtenir la permission de faire usage de médicaments prescrits qui font partie de la Liste des interdictions.

Le Comité de révision antidopage étudie les questions liées aux enjeux antidopage et aux exigences réglementaires.

Le Comité pour la Liste des interdictions fournit de la rétroaction sur l'ébauche de la Liste des interdictions annuelle de l'Agence mondiale antidopage (AMA).

Pour obtenir de plus amples renseignements, consultez le www.cces.ca/gouvernance.

Candidatures pour le conseil d'administration

Le conseil d'administration du Centre canadien pour l'éthique dans le sport est composé de Canadiens et Canadiennes reconnus possédant une expertise dans les divers champs de connaissances nécessaires pour assurer la gérance adéquate. Le CCES accepte les déclarations d'intérêt des personnes qui désirent s'impliquer bénévolement au sein de l'organisme. Si vous connaissez une telle personne qui, selon vous, pourrait contribuer au CCES, envoyez-nous un courriel à nominations@cces.ca.

Activer

*un système sportif
axé sur des valeurs
et des principes*



Au Canada, le sport représente un atout public précieux. Le sport sain de qualité, Sport pur, comme nous l'appelons au Canada, est dans l'intérêt du public. C'est pourquoi il ne devrait pas être administré par des groupes du secteur privé. L'un des principaux rôles du Centre canadien pour l'éthique dans le sport (CCES) consiste à aider à activer un système sportif communautaire axé sur des valeurs et des principes. Tout le monde devrait avoir accès au sport, peu importe l'ethnicité, le statut socioéconomique ou le sexe. Au nom des Canadiens et Canadiennes, nous promettons de promouvoir les vraies valeurs du sport afin que tous les citoyens puissent prendre part à des compétitions justes, sécuritaires et ouvertes à tous.

Cultiver le Mouvement Sport pur

Le CCES, dans l'intérêt du public, continue d'encourager la croissance du sport pur en agissant comme un dirigeant éclairé et responsable à l'égard de ceux qui s'engagent à offrir un sport sain. Le travail du CCES en matière de promotion du sport axé sur des valeurs à tous les niveaux de sport repose sur les principes Sport pur. Le Mouvement Sport pur se fonde sur un principe simple, mais très puissant : le sport sain peut faire une grande différence.

En intégrant Sport pur à leur programme, les athlètes, les équipes, les entraîneurs et les collectivités adoptent les avantages du sport axé sur des principes. À la fin de mars 2012, le Mouvement Sport pur comptait 2 677 membres, représentant des millions de Canadiens et de Canadiennes partout au pays.

L'infolettre Sport pur en bonne forme continue d'informer et de divertir les membres Sport pur en partageant des histoires fascinantes sur les membres, en dévoilant de nouveaux outils et des ressources et en présentant des faits cocasses. Pour consulter les éditions précédentes, visitez www.sportpur.ca/sportpurenbonneforme.

Outils

Afin d'appuyer l'ampleur du Mouvement Sport pur et de guider les membres Sport pur actuels et nouveaux, un nombre de ressources et d'outils ont été mis sur pied. Vous pouvez en apprendre davantage à www.sportpur.ca.

Le Programme de visites d'école Sport pur offre à des athlètes l'occasion de donner en retour à leur collectivité non seulement en faisant des apparitions dans les écoles à titre d'invités, mais aussi en faisant part de leurs propres expériences sportives personnelles – ou leur histoire Sport pur – avec les enfants et les jeunes dans l'espoir de leur inculquer la motivation et l'inspiration nécessaires pour qu'ils s'engagent dans le sport ou pour qu'ils demeurent fidèles à la pratique sportive et à l'activité physique pour la vie. Ce programme a été testé auprès de plusieurs organismes de sport et il sert désormais de ressource conviviale.

En partenariat avec la Gendarmerie royale du Canada (GRC), le CCES a mis sur pied La course contre la drogue, un programme communautaire de sensibilisation aux drogues et à l'alcool. Un arrêt aux puits pour la course contre la drogue, un jeu de prise de décision éthique, a été testé lors de l'événement La course contre la drogue à Clarington, Ontario, afin d'analyser la mise en place prochaine du programme à l'échelle nationale. Le jeu repose sur les principes Sport pur dans le but d'accroître la sensibilisation sur les drogues améliorant la performance.

La Matrice Sport pur de développement à long terme des athlètes (MDLTA) définit l'initiation à l'éthique comme une composante clé du modèle de DLT d'Au Canada, le sport, c'est pour la vie (ACSV). Cette ressource guide les entraîneurs quant à la mise en place de l'initiation à l'éthique en uniformisant les principes Sport pur avec le MDLTA, selon les âges et les stades de développement. Élaborée en partenariat avec ACSV, la Matrice Sport pur a été présentée dans le cadre de la conférence annuelle d'ACSV en janvier 2012 et elle a été remise aux entraîneurs de l'Ontario Soccer Association et de la Coaching Association of Ontario.



Défi Sport pur : Donnez en retour à la communauté

En septembre 2012, pour la deuxième année consécutive, Sport pur a collaboré avec ParticipACTION, CBC Sports et Radio-Canada Sports pour organiser la Journée du sport. Le 17 septembre, Sport pur a occupé une bonne partie du temps d'antenne dans le cadre de cette journée. Trois messages d'intérêt public ont été diffusés à plusieurs reprises, de même qu'une entrevue en direct visant à promouvoir Sport pur et le Défi Sport pur : Donnez en retour à la communauté.

La deuxième édition du Défi Sport pur : Donnez en retour à la communauté a connu un immense succès avec plus de 125 inscriptions. Un comité de sélection composé de Scott Russell, CBC Sports, de Hayley Wickenheiser, membre de l'équipe du Canada de hockey sur glace féminin, de Kelly Murumets, ParticipACTION, et de Karri Dawson, Sport pur, a sélectionné six candidats. Le public devait voter en ligne afin de choisir les gagnants. Les récipiendaires de cette année, « Pump it Up for Platelets », « Learn to Curl... On Purpose » et « Inline Skate for Courage Canada », ont été annoncés au cours des six heures de temps d'antenne allouées à la Journée du sport sur CBC Sports.



Le personnel du CCES participe à la Journée du maillot sportif



L'événement gagnant du Défi (ci-dessus) et l'organisateur (à gauche)



« Mon but est d'encourager les gens à s'impliquer dans le sport et l'activité physique peu importe leurs limitations, et en même temps faire la sensibilisation de la thrombocytopénie immune (PTI) au Canada. »

- Kristin Hunt, organisatrice de « Pump it Up for Platelets »

Programme Champions Sport pur

Le programme Champions Sport pur continue de prendre de l'ampleur. Le 3 mars 2012, le CCES a tenu un atelier Champions Sport pur à Toronto où 16 participants ont passé leur journée à en apprendre davantage sur le Mouvement Sport pur et sur la façon de contribuer à son expansion. De plus, une page consacrée au programme Champions Sport pur a été ajoutée au Guide du joueur de la Ligue canadienne de football (LCF). Au titre de l'engagement de la LCF envers Sport pur, les joueurs de chacune des équipes de la LCF doivent songer à participer au programme.

Animation communautaire

Le Projet d'animation communautaire Sport pur, financé par la Fondation Trillium de l'Ontario, a pris fin le 31 octobre 2011. Les animateurs communautaires ont transmis le message Sport pur à plus de 75 000 personnes provenant de collectivités, d'équipes, d'écoles, d'organismes de sport et de groupes communautaires de l'Ontario. Les évaluations et la collecte de données ont donné des résultats quantitatifs qui ont confirmé les répercussions et le succès du projet.

En partenariat avec Fondations communautaires du Canada, le CCES continue d'offrir le Programme Sport pur : vitaliser les collectivités par le sport. Le 10 décembre 2011, la candidature de dix fondations communautaires a été acceptée pour participer dans le programme. Chaque groupe devra adopter une méthode axée sur la force afin de rendre le sport accessible dans leur collectivité.

Évaluation Sport pur

Le CCES a exigé une évaluation indépendante des résultats de la dernière décennie de Sport pur afin d'informer les bailleurs de fonds de l'influence que le mouvement a eue sur le secteur du sport, autant à l'échelle communautaire que nationale. La méthodologie d'évaluation comprenait un examen des programmes et des activités entrepris, une analyse des conclusions d'examen, d'évaluations et d'études déjà réalisés et des consultations avec des représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux ainsi que du système sportif sur les répercussions et la valeur de Sport pur. Le rapport d'évaluation incluait un profil d'activités détaillé et concluait que le financement des nombreux investisseurs de Sport pur avait eu de grandes répercussions sur tous les aspects du sport au Canada.

Subventions Sport pur pour le sport communautaire

Le Fonds pour le bénévolat sportif des employés de Bell demeure le programme de bénévolat le plus populaire auprès des employés de Bell. Le fonds octroie des subventions à des équipes et à des clubs de sport qui intègrent Sport pur à leurs activités. Au cours de l'exercice financier de 2011, 507 subventions, totalisant 494 000 \$, ont été accordées. Jusqu'à présent, le programme a remis plus de 4,4 millions de dollars.

Le Programme de bénévolat pour le sport communautaire du Groupe Investors a été lancé en juin 2010 et il a connu un immense succès auprès des employés du Groupe Investors partout au Canada. Le 31 mars 2012, 392 subventions, totalisant 191 000 \$, avaient été versées.

Jeupourlemieux

Élaboré par Sport4Change en collaboration avec la Fondation Sport pur, Jeupourlemieux représente une plateforme destinée à recueillir des histoires pour démontrer comment le sport peut être utilisé intentionnellement pour améliorer la qualité de notre vie et de notre collectivité. Présentement, la fondation gère le Fonds Projet de compendium qui appuie la plateforme Jeupourlemieux.

« Les raconteurs que vous rencontrerez ici sont des gens comme vous – ils ont vécu des expériences sportives qui ont su transformer la vie d'une ou plusieurs personnes. »

- Jeupourlemieux.ca



*Activer un
système sportif
axé sur des
valeurs et des
principes*

POUR **CENTRE CANADIEN**
L'ÉTHIQUE **DANS LE**
SPORT

Défendre

*un sport juste,
sécuritaire et
ouvert à tous*



Dans le sport, trouver la bonne voie à suivre donne souvent lieu à des dilemmes éthiques quand les règles ne peuvent pas nous guider. Le sport sain, Sport pur, ne peut pas uniquement être d'intérêt personnel. Pour ces raisons, le CCES défend fortement la prise de décisions éthiques dans le cas d'enjeux controversés. Le CCES participe à un débat éthique afin de créer un environnement propice au dialogue concernant l'avenir du sport et selon les principes de Sport pur généralement reconnus. Nous visons à modeler le consensus public par rapport au comportement que nous devrions adopter lors des compétitions en n'oubliant jamais qu'au sein d'une démocratie, le consensus est dynamique.

Éducation

Le CCES continue d'offrir des programmes d'apprentissage en ligne afin de s'assurer que tous les athlètes canadiens connaissent leurs droits et leurs responsabilités. Cette année, plus de 25 000 athlètes canadiens ont participé à ces programmes. Le CCES offre continuellement des programmes à plusieurs organismes, incluant Sport interuniversitaire canadien (SIC), l'Association canadienne du sport collégial (ACSC) et la Ligue canadienne de hockey (LCH).

En mai dernier, le lancement du cours Sport pur : L'ABC d'un sport sain auprès des athlètes de Football Canada a donné le coup d'envoi à la saison d'apprentissage en ligne de 2011. Tous les cours ont été offerts par le biais d'un nouveau portail d'apprentissage en ligne fourni par un système canadien de gestion de l'apprentissage. Les mises à jour du système ont rendu les cours plus conviviaux et ont amélioré l'efficacité du travail administratif.

Deux nouveaux modules d'apprentissage en ligne ont été élaborés selon les recommandations du groupe de travail sur l'utilisation de substances destinées à augmenter le rendement au football. Les nouveaux modules portent sur les dangers liés à l'utilisation de stéroïdes et sur le rôle du personnel de soutien des athlètes. Au cours de cette saison, plus de 240 membres du personnel de soutien des athlètes ont suivi le cours.

La communauté sportive canadienne (incluant les organismes nationaux et les organismes multisports) a suivi un cours comprenant plusieurs nouveaux modules : en plus des deux mentionnés plus haut, un nouveau module à l'intention des athlètes du groupe cible enregistré et un qui a été mis sur pied en collaboration avec Sport Canada pour les athlètes qui reçoivent une subvention du Programme d'aide aux athlètes (PAA). Lors du prochain cycle des brevets, ce cours devra être réussi afin d'avoir droit à du financement.

En 2011, le nombre de joueurs de hockey junior ayant reçu une formation antidopage a connu une hausse lorsque la Northern Ontario Junior Hockey League (NOJHL) a mis en œuvre son programme antidopage. Plus de 150 joueurs et quatre membres du personnel de soutien de la NOJHL ont participé au programme antidopage.

Du matériel pédagogique a également été préparé pour les athlètes de la Ligue canadienne de football. Avant les séances d'entraînement de la saison, chaque joueur a reçu du matériel bilingue, incluant une carte pour portefeuille, un guide et une brochure expliquant la politique de lutte contre l'usage de drogues de la ligue et les principes Sport pur.

Communications

Au cours de l'exercice financier, le CCES a publié 36 communiqués de presse afin d'informer le public canadien de son travail. La majorité des communiqués signalaient les résultats des violations aux règles antidopage. Les sanctions pour usage de cannabis et de méthylhexaneamine étaient les plus fréquentes. La nouvelle marque et les séances de discussion ouverte du CCES sur la violence dans le sport ont également attiré l'attention.

Six avis ont été distribués afin d'alerter la communauté sportive de certains enjeux importants, notamment des renseignements sur le Passeport biologique de l'athlète (PBA), sur les changements apportés à la Liste des interdictions de 2012 de l'Agence mondiale antidopage (AMA) ainsi que sur les risques liés à l'utilisation de suppléments.

Paul Melia, président-directeur général du CCES, continue d'écrire sur son blogue à propos de problèmes cruciaux auxquels la communauté sportive fait face. Pour lire l'Avis de Melia ou pour s'y abonner, visitez www.cces.ca/blogue.

« Le rituel d'initiation est une pratique mauvaise, purement et simplement, et n'a pas sa place dans le sport. Il est souvent présenté comme étant un droit d'initiation pour les recrues ou une pratique visant à resserrer les liens au sein de l'équipe. Ce que c'est en fait, c'est de l'intimidation approuvée par l'équipe. »

- Paul Melia, de son blogue « L'Avis de Melia »

Initiatives internationales

En mai, le CCES et Sport Canada ont assisté au Groupe de suivi de la Convention contre le dopage du Conseil de l'Europe, ce qui nous a permis de travailler avec les pays européens sur les pratiques exemplaires en matière de dopage en partageant et en signalant des activités de programme.

De plus, le CCES et Sport Canada ont travaillé en étroite collaboration avec l'Entente antidopage internationale (EAN), une entente de gouvernement à gouvernement entre dix pays qui partagent des idées et des pratiques exemplaires en matière de dopage. Le Canada agit actuellement à titre de secrétariat de l'EAN.

Groupe de travail sur l'utilisation de substances destinées à augmenter le rendement au football

À la fin juin, le groupe de travail a accompli ses tâches et a soumis son rapport final. À la suite de la publication de ce rapport, le CCES a mis sur pied une stratégie d'engagement pour s'assurer que les principaux intervenants et partenaires connaîtraient les conclusions et pour trouver des occasions de collaborer à la mise en place des recommandations. De tels efforts comprenaient la distribution du rapport du groupe de travail à des organismes et à des partenaires clés, une rencontre avec chaque intervenant afin d'effectuer le suivi sur les initiatives liées à la mise en place des recommandations, et de la communication écrite envoyée aux présidents et aux directeurs athlétiques des cégeps et des universités du Canada, aux premiers ministres provinciaux ainsi qu'aux ministères de la Santé et de l'Éducation.

Initiative Actif et en sécurité

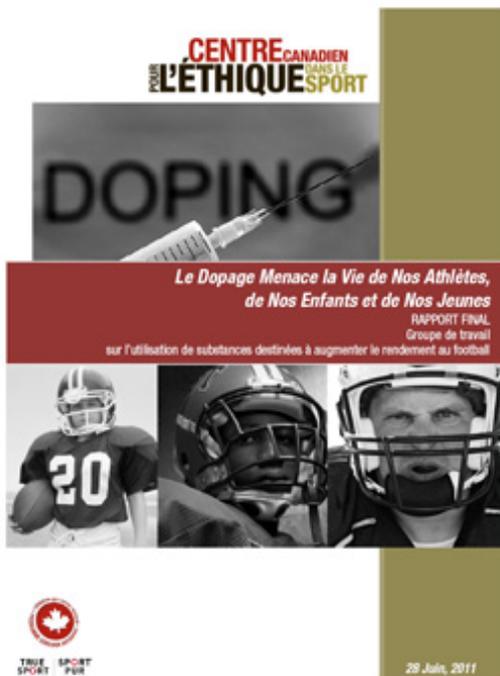
L'initiative Actif et en sécurité, que l'Agence de la santé publique du Canada appuie, vise à réduire l'incidence des traumatismes crâniens et des commotions cérébrales propres aux sports d'équipe. Un animateur communautaire a été embauché pour gérer le programme et pour collaborer avec Hockey Canada ainsi que l'Association canadienne des entraîneurs et Parachute (anciennement Pensez d'abord Canada) afin d'atteindre les objectifs du projet.

Club Excellence

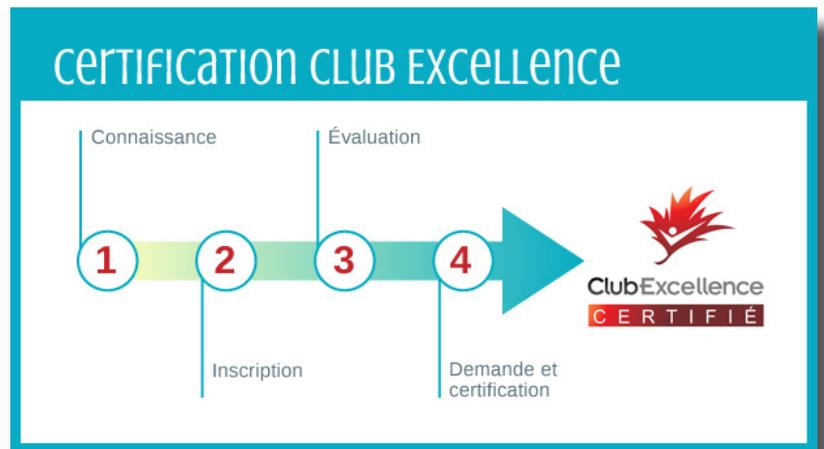
Club Excellence est un programme national multisports dont la mission vise à appuyer activement le développement des clubs de sport, la formation des bénévoles et les organismes communautaires de sport pour qu'ils renforcent leur contribution envers un système sportif éthique axé sur les entraîneurs et les athlètes. Le programme est la propriété de Coopérative Club Excellence (CCE), qui est composée de cinq ONS et de la Fondation Sport pur.

En 2012, le CCES a offert des services de développement à la CCE, ce qui a entraîné la restructuration du programme comme un système de certification de clubs axé sur un ensemble de normes. De plus, le CCES a coordonné cinq ateliers et a établi des liens avec les participants des ateliers, les municipalités et d'autres organismes au Canada.

Le CCES constitue désormais un partenaire stratégique. Il offrira des ateliers et mettra sur pied une stratégie marketing pour assurer la réussite du programme.



Rapport du groupe de travail



www.clubexcellence.com

Stratégie Sport pur

La Stratégie Sport pur appuie la Politique canadienne du sport. Financée par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et la communauté sportive la financent, elle sert à régler les divers problèmes éthiques qui menacent l'intégrité de Sport pur au Canada. Un comité directeur, coprésidé par le CCES et Sport Canada, guide le travail. Le Secrétariat Sport pur, que le CCES héberge, gère la Stratégie Sport pur. Grâce aux commentaires des groupes de travail et des professionnels au-delà du sport, le Secrétariat a mis sur pied des plans d'action nationaux visant à informer les principaux intervenants et à susciter leur engagement à l'égard de trois problèmes prioritaires : la violence dans le sport, la mauvaise gouvernance du sport et le dopage dans le sport.

Mauvaise gouvernance du sport selon le point de vue de l'intendance éthique

Le CCES continue de collaborer avec Patinage Canada dans le cadre du projet « Vivre selon nos valeurs », qui intègre les valeurs fondamentales de l'organisme à sa culture organisationnelle et à ses priorités stratégiques. Le processus comprend un atelier sur le modèle de prestation ainsi qu'une matrice « Vivre selon nos valeurs » que d'autres organismes peuvent utiliser pour adopter la philosophie de la gestion par les valeurs.

Les dirigeants de quatre organismes nationaux de sport (ONS) ont participé aux ateliers de la gestion du risque Sport pur : Association canadienne de crosse, PGA of Canada, Association canadienne de Taekwondo et Ski de fond Canada. Les organismes ont tenté d'éliminer les obstacles qui empêchent d'offrir un environnement sécuritaire, accueillant et enrichissant à leurs intervenants en mettant en place des stratégies de gestion du risque.

Les outils de suivi pour les ONS comprennent un modèle de programme de la gestion du risque et un guide d'implémentation du risque qui décrit toutes les étapes du processus, de façon à ce que les participants de l'atelier mettent en place les stratégies de gestion du risque de façon consciencieuse.

La Brock University a réalisé des sondages auprès des participants qui ont révélé que l'atelier de la gestion du risque a eu de grands effets sur la compréhension et l'applicabilité des concepts de gestion du risque, le rendement individuel des gestionnaires sportifs et le rendement organisationnel de chaque ONS.

Violence dans le sport

Afin d'apporter une contribution importante à ce problème, le CCES a suscité l'implication de Canadiens et de Canadiennes dans trois villes (London, Winnipeg et Edmonton) dans le cadre de Conversations communautaires afin de mieux comprendre leur point de vue en matière de violence dans le sport à l'échelle communautaire et professionnelle. Des visites dans des écoles de chacune des villes ont permis aux jeunes de prendre part à une discussion similaire afin de mieux connaître leur opinion à ce sujet.

Dopage dans le sport

Un plan d'action a été mis sur pied afin de déterminer les secteurs où l'éducation est la plus nécessaire (selon les recommandations du groupe de travail sur l'utilisation de substances destinées à augmenter le rendement au football). De nombreuses discussions sont en cours avec divers partenaires dans différentes provinces au sujet des modèles d'éducation qui pourraient être élaborés.

*Défendre un
sport juste,
sécuritaire et
ouvert*



POUR **CENTRE CANADIEN**
L'ÉTHIQUE **DANS LE**
SPORT

Protéger *l'intégrité du sport*



Le sport sain est un atout public qui prend de la valeur pour la société canadienne. Par conséquent, le public s'intéresse beaucoup plus à assurer l'intégrité du sport. Une liste croissante de moyens de pression peut miner l'infrastructure du sport sain à l'échelle communautaire ou internationale. L'un des rôles importants du CCES vise à protéger tous les athlètes, des novices aux élites, contre les forces contraires au sport (comme le dopage, les parties arrangées, la violence et l'abus). Ainsi, il protège le sport canadien en soi.

Code mondial antidopage

Nous avons travaillé avec acharnement à la préparation du processus de consultation de l'AMA visant à réviser le Code mondial antidopage de 2009 et les standards internationaux obligatoires. L'AMA a entamé ce processus à la fin de novembre 2011, lequel comprendra trois étapes. Il prendra fin en 2013 dans le cadre de la Conférence de l'Agence mondiale antidopage qui aura lieu à Johannesburg en Afrique du Sud. La nouvelle version entrera en vigueur le 1er janvier 2015. La première étape du processus de consultation a pris fin le 15 mars 2012. Les nombreux commentaires que le CCES a reçus par le biais d'un processus de consultation national réalisé en collaboration avec la communauté sportive canadienne ont eu une influence sur sa soumission et y ont été inclus. Notre travail de consultation auprès d'autres organismes nationaux antidopage concernant les changements qui pourraient être apportés au code a également influencé notre soumission. Nous continuerons d'effectuer ce travail international tout au long du processus de consultation de deux ans.

Contrôle du dopage

Le CCES a mis sur pied un plan de distribution des contrôles complet et sophistiqué pour l'exercice financier 2011-2012. Des prélèvements d'urine et de sang ont été ajoutés afin de maximiser les types d'analyse offerts en vertu de la nouvelle entente conclue entre le CCES et le Laboratoire de contrôle du dopage de l'INRS-Institut Armand-Frappier, laquelle nécessite la mise en place de nouvelles stratégies visant à optimiser l'aspect de dissuasion de notre travail antidopage.

Les contrôles du dopage sont réalisés en vertu du Programme canadien antidopage (PCA) et ils peuvent être rémunérés à l'acte. Du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012, 3 290 prélèvements d'urine et 438 prélèvements de sang ont été effectués (voir tableau 1).

Tableau 1 : Contrôles antidopage par programme (du 1er avril 2011 au 31 mars 2012)

Type de test	T1		T2		T3		T4		Total	
	Urine	Sang	Urine	Sang	Urine	Sang	Urine	Sang	Urine	Sang
Programme canadien antidopage	537	124	774	54	448	77	625	21	2384	276
Contrôles contre rémunération	197	33	174	65	275	24	260	40	906	162
Total	734	157	948	119	723	101	885	61	3290	438

Les chiffres comprennent les contrôles que le CCES planifie, coordonne et/ou effectue.

« Nous tenons à l'apport de la communauté sportive canadienne parce qu'elle est directement touchée par les modifications au Code. Nous tenons à ce que les organismes de sport sachent que leurs voix sont entendues et qu'ils peuvent influencer les règles qui régissent notre système sportif. »

- Paul Melia, président et directeur-général

POUR **CENTRE CANADIEN**
L'ÉTHIQUE **DANS LE**
SPORT

Programme canadien antidopage

Le CCES gère le Programme canadien antidopage (PCA) au nom des athlètes canadiens et de la communauté sportive.

Environ 71 % des contrôles de l'année ont été réalisés dans le cadre du PCA, et ont mené au prélèvement de 2384 échantillons d'urine et de 276 échantillons de sang (voir le tableau 2). Alors que les échantillons prélevés en compétition sont essentiels, le CCES cherche à optimiser le pourcentage d'échantillons prélevés hors compétition et conformément à cet objectif, cette année, 72 pour cent des échantillons d'urine et 78 % des échantillons de sang ont été prélevés hors compétition.

Tableau 2 : Contrôles effectués dans le cadre du programme national (du 1er avril 2011 au 31 mars 2012)

Sport	En Compétition		Hors Compétition		Total	
	Urine	Sang	Urine	Sang	Urine	Sang
Assoc. cdn. du sport collégial (ACSC)	17	0	92	0	109	0
Athlétisme	73	4	168	28	241	32
Athlétisme - IPC	13	0	34	0	47	0
Aviron	12	0	65	12	77	12
Aviron - Adapté	0	0	3	0	3	0
Baseball	2	0	7	0	9	0
Basketball	2	0	13	0	15	0
Basketball en fauteuil roulant	4	0	6	0	10	0
Biathlon	8	0	24	4	32	4
Bobsleigh	0	0	47	4	47	4
Boxe	10	0	24	0	34	0
Canoë / Kayak	35	0	76	10	111	10
Canoë / Kayak - Eau Vive	4	0	11	0	15	0
Curling	10	0	0	0	10	0
Cyclisme	44	44	86	22	130	66
Cyclisme - IPC	4	0	8	0	12	0
Escrime	0	0	4	0	4	0
Football	4	0	4	0	8	0
Football junior canadien	24	12	50	0	74	12
Gymnastique	10	0	22	0	32	0
Haltérophilie	14	0	28	4	42	4
Hockey	10	0	12	0	22	0
Hockey sur gazon	7	0	11	0	18	0
Hockey sur luge	0	0	4	0	4	0
Judo	18	0	42	0	60	0
Karaté	0	0	1	0	1	0
Luge	4	0	10	0	14	0
Lutte	33	0	49	0	82	0

Sport	En Compétition		Hors Compétition		Total	
	Urine	Sang	Urine	Sang	Urine	Sang
Nage synchronisée	6	0	1	0	7	0
Natation	66	0	141	24	207	24
Natation - IPC	17	0	24	0	41	0
Patinage artistique	2	0	5	0	7	0
Patinage de vitesse	27	0	68	34	95	34
Planche à neige	8	0	4	0	12	0
Plongeon	2	0	4	0	6	0
Ringuette	4	0	0	0	4	0
Rugby	26	0	52	0	78	0
Rugby en fauteuil roulant	4	0	0	0	4	0
Skeleton	6	0	12	3	18	3
Ski acrobatique	10	0	8	0	18	0
Ski alpin	10	0	23	0	33	0
Ski alpin - IPC	0	0	5	0	5	0
Ski de fond	16	0	40	2	56	2
Ski de fond - IPC	2	0	6	2	8	2
Soccer	4	0	4	0	8	0
Softball	4	0	0	0	4	0
Sport universitaire canadien (SIC)	47	0	355	53	402	53
Taekwondo	0	0	11	0	11	0
Tennis	2	0	0	0	2	0
Tennis en fauteuil roulant	4	0	0	0	4	0
Tir	4	0	0	0	4	0
Triathlon	12	0	42	14	54	14
Volleyball	0	0	3	0	3	0
Volleyball - Beach	4	0	0	0	4	0
Water-polo	12	0	14	0	26	0
	661	60	1723	216	2384	276

Gestion de résultats

Cette année, 24 violations aux règles antidopage ont été signalées (voir tableau 3), dont huit pour la présence de cannabis et, comme l'avait mentionné le CCES, ces violations ont entraîné une suspension et la publication du nom de l'athlète. De plus, trois sanctions faisaient référence à la méthylhexanamine, un stimulant interdit qui se retrouve dans certains suppléments. Le Registre des sanctions du PCA comprend la liste des athlètes canadiens et du personnel de soutien ne pouvant pas pratiquer un sport. Pour le consulter, visitez www.cces.ca/resultats.

Tableau 3 : Violations aux règles antidopage (publié entre le 1er avril 2011 et le 31 mars 2012)

Athlète	Sexe	Sport	Violation	Sanction
Abraham, Michaël	M	Football du SIC	Présence : 19-norandrostérone	Deux ans de suspension, prend fin le 7 février 2013
Agreda, Miguel	M	Cyclisme	Présence : érythropoïétine, éphédrine	Deux ans de suspension, prend fin le 20 octobre 2013
Albertini, Kyle	M	Football junior	Présence : cannabis	Deux mois de suspension, prend fin le 26 décembre 2011
Atwall, Ranji	M	Football junior	Présence : cannabis	Deux mois de suspension, prend fin le 13 décembre 2011
Awada, Mazen (Mazin)	M	Football junior	Présence : testostérone, clomiphène	Deux ans de suspension, prend fin le 15 septembre 2013
Bitz, Rod	M	Rugby en fauteuil roulant	Présence : méthylhexanamine	Six mois de suspension, prend fin le 15 novembre 2011
Compaore, Jean-Paul	M	Athlétisme	Présence : hydrochlorothiazide	Deux mois de suspension, prend fin le 30 septembre 2011
Costouros, Joseph	M	Soccer de l'ACSC	Présence : cannabis	Deux mois de suspension, prend fin le 18 janvier 2012
Daynes, Colin	M	Lutte	Présence : boldénone, drostanolone, furosémide, tamoxifène	Deux ans de suspension, prend fin le 18 décembre 2013
Fortin, Maxime	M	Patinage de vitesse	Présence : cannabis	Deux mois de suspension, prend fin le 25 mai 2011
Fortin, Maxime	M	Patinage de vitesse	Présence : cannabis	14 mois de suspension, prend fin le 15 mars 2013
Francique, David	M	Football junior (QJFL)	Présence : cannabis	Deux mois de suspension, prend fin le 12 février 2012
Gariépy, Jimmy	M	n/a	Trafic, administration	Cinq ans de suspension, prend fin le 19 janvier 2017
Lee, Leanna	F	Triathlon	Présence : pseudoéphédrine	Huit mois de suspension, prend fin le 21 avril 2012
Martel, Benjamin	M	Cyclisme	Présence : testostérone	Deux ans de suspension, prend fin le 28 août 2013
Martinez, Carlos	M	Football du SIC	Présence : méthylhexanamine	Six mois de suspension, prend fin le 19 avril 2012
McKinnon, Jeff	M	Rugby	Présence : testostérone, boldénone	Deux ans de suspension, prend fin le 2 août 2013
Papillon, Arnaud	M	Cyclisme	Présence : érythropoïétine	Deux ans de suspension, prend fin le 12 août 2013
Pyzik, Caroline	F	Taekwondo	Présence : triamtérene, hydrochlorothiazide	Deux ans de suspension, prend fin le 30 mars 2013
Rakeem Desmond	M	Football junior	Présence : cannabis	Deux mois de suspension, prend fin le 5 février 2012
Renière, Olivier	M	Football du SIC	Présence : 19-norandrostérone	Deux ans de suspension, prend fin le 23 août 2013
Toor, Jasdeep	M	Soccer	Présence : méthylhexanamine	Deux mois de suspension, prend fin le 18 février 2012
Vachon, Steeve	M	Football du SIC	Présence : méthandiénone	Deux ans de suspension, prend fin le 14 avril 2013
Zorzella-Manners, Jacob	M	Athlétisme	Présence : cannabis	Deux mois de suspension, prend fin le 22 octobre 2011

Contrôles rémunérés à l'acte

Au cours de l'année, le CCES a effectué 906 contrôles d'urine et 162 contrôles de sang pour des clients nationaux et internationaux et au cours de nombreux événements internationaux, incluant le Championnat mondial de hockey junior (U20) de la Fédération internationale de hockey sur glace (FIHG), le Championnat de vitesse courte piste (patinage de vitesse) et les Internationaux Patinage Canada de 2011 (patinage artistique).

Le CCES continue d'offrir des services à la Fédération internationale de canoë (FIC) et à l'Union internationale de triathlon (UIT). Les deux organismes sont très satisfaits des services qu'ils ont reçus.

Contrôles et formation – Ligue canadienne de football

En juin, le CCES a donné des présentations en personne aux huit équipes de la LCF afin d'éduquer les joueurs, les entraîneurs et le personnel médical sur les procédures de prélèvement des échantillons, la liste des interdictions de la LCF, les droits des athlètes, etc. Les contrôles de dopage ont commencé en juin pendant l'avant-saison et se sont poursuivis au cours de la saison régulière ainsi que pendant les séries éliminatoires. Cette année, la LCF a amélioré son programme antidopage en ajoutant les contrôles visant à détecter les hormones de croissance humaine.

Formation pour la Commission nationale antidopage du Qatar

En préparation pour les Jeux panarabes de 2011, le CCES a donné de la formation à la Commission nationale antidopage du Qatar. Une attention particulière a été portée à la formation du personnel responsable du prélèvement des échantillons en matière de contrôles du dopage selon les Standards internationaux de contrôles de l'AMA.



Des employés du CCES font une promenade à dos de chameau au Qatar

Outils et ressources pour athlètes

DRO Global (www.droglobal.com) a reçu un nombre record de 76 831 demandes canadiennes concernant le statut des substances interdites. Les partenaires (le CCES, la UKAD et la USADA) continuent d'améliorer le système. Dès qu'une version électronique a été lancée en avril, la priorité a été donnée à l'amélioration du processus d'ouverture de session sur le site, facilitant ainsi l'accès et uniformisant le traitement des messages des partenaires. Le CCES continue de déployer des efforts afin d'attirer d'autres organismes nationaux antidopage (ONA) afin qu'ils s'inscrivent et qu'ils ajoutent les marques de leur pays au système.

Le CCES a également répondu à 549 demandes de renseignements sur les substances par courriel et par téléphone. De plus, il a traité 204 autorisations d'usage à des fins thérapeutiques.

La Zone athlète du site Web du CCES (www.cces.ca/zoneathlete) a été mise à jour et comprend désormais une section intitulée Zone Doc, visant à offrir aux médecins sportifs des ressources ciblées. De plus, un guide électronique interactif pour les athlètes participant aux Jeux olympiques et paralympiques a été téléchargé vers le serveur.

Le Livret de classification des substances a été révisé afin de tenir compte des changements apportés à la Liste des interdictions et au PCA de 2012. Il a été lancé au début de janvier 2012. Le livret a été imprimé en format compact et portatif et a été distribué aux ONS ainsi qu'à d'autres organismes de sport.

L'Assistant exemption médicale (www.cces.ca/assistantem) a été mis à jour afin d'offrir aux athlètes et au personnel de soutien des renseignements plus détaillés concernant les exemptions médicales. Selon le sport de l'athlète, le niveau de compétition et le médicament prescrit, l'assistant confirme à l'athlète s'il a besoin d'une exemption médicale ainsi que les renseignements qu'il a besoin d'inclure dans la demande et où l'envoyer.

A screenshot of the CCES website. The header includes 'CENTRE CANADIEN POUR L'ÉTHIQUE SPORT' and 'ENGLISH CONNECTION'. The main navigation bar lists 'ACCUEIL', 'ZONE ATHLÈTE', 'MENACES POUR LE SPORT', 'ANTIDOPAGE', 'SOLUTIONS', 'À PROPOS', 'SERVICES', and 'NOUVELLES'. The 'ZONE ATHLÈTE' section is active, displaying a search bar and a central message: 'Accessible à partir de votre téléphone intelligent! Vérifier le statut de vos médicaments? Rien de plus facile, car vous pouvez maintenant accéder au www.droglobal.com avec votre iPhone, votre Blackberry ou votre téléphone Android!'. Below this are three icons: 'Vérifiez vos médicaments!', 'Besoin d'une exemption médicale?', and 'Soumettre votre localisation'. On the right, there are sections for 'SAADAMS', 'SPORT PUR', and 'Voir aussi... Carte de référence sommaire'.

ZoneAthlète sur site web du CCES

Personnel responsable du prélèvement des échantillons

À la fin avril et au début mai, le CCES a tenu sa conférence pour les agents de contrôle du dopage (ACD) de 2011 à Ottawa afin d'accréditer de nouveau 65 ACD et de présenter 11 nouvelles recrues. La conférence de trois jours était axée sur divers aspects du CCES à titre d'organisme, le PCA et les procédures de prélèvement des échantillons. La conférence a porté une attention particulière à l'introduction d'un nouveau programme à l'intention du personnel responsable du prélèvement des échantillons et la conversion des ACD de bénévoles à employés occasionnels à compter du 2 mai 2012.

M. Don Hooton, de la Taylor Hooton Foundation, et Dre Christiane Ayotte, directrice du laboratoire INRS, ont donné des présentations. Cette conférence à Ottawa a connu un immense succès et a attiré des représentants de l'AMA, de la United States Anti-Doping Agency (USADA), de la UK Anti-Doping (UKAD), de l'Organisation régionale antidopage des Caraïbes (ORAD), de la Commission nationale antidopage du Qatar (CNAQ) et de Sport Canada.

Intelligence et recherche

Laboratoire INRS-Institut Armand-Frappier

Le Laboratoire de contrôle du dopage de l'INRS-Institut Armand-Frappier de Montréal, Canada, est le seul laboratoire accrédité de l'AMA. Depuis 35 ans, l'INRS a participé activement à la lutte contre le dopage dans le sport au Canada. En misant sur le succès des Jeux de Vancouver, la relation encore plus étroite que le CCES entretient avec l'INRS représente un aspect essentiel du PCA, ce qui assure l'analyse des prélèvements, la collaboration en matière de recherche sur le dopage, et la gestion des résultats au Canada demeure ainsi à la fine pointe de la technologie.

Un nouveau contrat d'analyse en laboratoire pour 2011-2014 répond aux besoins du PCA. Il permettra d'offrir des analyses plus détaillées des prélèvements d'urine et de sang, incluant la présence de l'EPO, des hormones de croissance humaine, la C.E.R.A. et le sang total pour le PBA.

Dopage génétique

Puisque le dopage dans le sport devient de plus en plus sophistiqué, nous devons élaborer dès que possible des méthodes de détection. L'INRS continue de travailler sur un projet de deux ans que l'AMA finance en matière de dopage génétique.

Passeport biologique de l'athlète (PBA)

Cette année, la mise en place du PBA a été au cœur des occupations du CCES. En 2011, ce dernier a prélevé des échantillons selon le PBA auprès d'athlètes dans les domaines de l'athlétisme, du cyclisme, du vélo de montagne, de l'aviron, du triathlon, du biathlon, du ski de fond, du bobsleigh, de la natation et du patinage de vitesse. Le CCES a été invité à donner une présentation sur la mise en place du PBA dans le cadre du Symposium de 2011 de l'AMA à Lausanne à la fin mars. Il a par la suite fait partie d'un petit groupe de travail de l'AMA visant à conseiller et à commenter sur la révision des lignes directrices opérationnelles du PBA et les défis opérationnels en matière de collecte, d'analyse et d'interprétation des données.

Le CCES a signé une entente de collaboration avec l'Union cycliste internationale (UCI) afin de partager des renseignements et des données dans le cadre du PBA. Cette méthode coordonnée assurera l'utilisation adéquate et efficace des ressources des deux organismes.

*Protéger
l'intégrité du
sport*



POUR **CENTRE CANADIEN**
L'ÉTHIQUE **DANS LE**
SPORT

Rapport *du vérificateur indépendant*



Aux membres du Centre canadien pour l'éthique dans le sport

Le rapport sur les états financiers

Nous avons vérifié les états financiers ci-joints du Centre canadien pour l'éthique dans le sport (CCES) qui comprennent le bilan au 31 mars 2012, les états des recettes, des dépenses et de l'avoir pour l'exercice terminé à cette date, un résumé des conventions comptables importantes et d'autres renseignements explicatifs.

La responsabilité de la direction dans l'élaboration des états financiers

La direction doit préparer et présenter avec exactitude ces états financiers conformément aux conventions comptables canadiennes généralement reconnues. Pour un tel contrôle interne, la direction juge s'il est nécessaire de préparer des états financiers exempts d'inexactitudes significatives, dues à une fraude ou à une erreur.

La responsabilité du vérificateur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes canadiennes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit conforme aux exigences éthiques et qu'elle soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers soient exempts d'inexactitudes significatives.

La vérification comprend l'application de procédures, afin d'obtenir des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Les procédures sont choisies à la discrétion des vérificateurs. Elles comprennent l'évaluation des risques que les états financiers comportent des inexactitudes significatives, dues à une fraude ou à une erreur. En effectuant ces évaluations des risques, le vérificateur considère le contrôle interne comme pertinent à la préparation et à la présentation exacte des états financiers de l'entité, afin d'élaborer des procédures de vérification appropriées selon les circonstances, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. La vérification comprend également l'évaluation de l'efficacité des normes comptables utilisées et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous croyons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, honnêtement, à tous égards importants, une image fidèle du bilan du CCES au 31 mars 2012 ainsi que de son rendement financier et de ses flux nets de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables canadiens généralement reconnus.

Rapport sur d'autres exigences légales et réglementaires

Tel qu'il est requis par la Loi sur les corporations canadiennes, nous rapportons que, à notre avis, les conventions comptables ont été appliquées conformément à celles de l'année précédente.

McCay Duff LLP
Comptables publics agréés
Ottawa (Ontario)
Le 25 juin 2012

État de la situation financière au mars 31, 2012

Actif		
COURANT		
Encaisse - Non restreints		601 903 \$
- Fonds de réserve pour les imprévus (note 8)		350 000
- Fonds de réserve pour l'éthique dans le sport (note 9)		347 572
- Fonds de dépôt (note 7)		105 553
Comptes clients		399 026
Frais payés d'avance		30 239
		1 834 293
Immobilisations (note 5)		177 673
Investissements du CCES projets de partenariat (note 6)		3
		2 011 969 \$
Passif		
COURANT		
Comptes fournisseurs et charges à payer		945 555 \$
Fonds de dépôt (note 7)		105 553
Crédits reportés		85 613
		1 136 721
Actifs nets		
Avoir investi dans des biens immobilisés		177 673
Investissement en actions du CCES dans les projets de partenariat		3
Fonds de réserve pour les imprévus (note 8)		350 000
Fonds de réserve pour l'éthique dans le sport (note 9)		347 572
		875 248
		2 011 969 \$
Engagements (note 11)		

État des recettes et des dépenses pour l'exercice se terminant au 31 mars 2012

Revenus	
Patrimoine canadien (Sport Canada)	
- Finance des programmes principaux	5 417 000 \$
- Finance des programmes principaux – langues officielles	13 000
- Projet de financement du CCES – Programme Échanges Canada	54 681
Services d'éthique et d'antidopage – revenus provenant d'autres sources	819 993
Engagement envers le système sportif et Secrétariat Sport pur – revenus provenant d'autres sources	287 143
Revenus d'investissement et d'intérêt	12 483
Divers	7 026
	6 611 326
Dépenses	
Prévention et promotion	580 674
Gestion	650 194
Contrôle	5 421 360
Langues officielles	14 473
	6 666 701
Revenue net (dépendances) de l'exercice	(55 375) \$

État de l'avoir de l'association pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012

	Excédent	Avoir investi dans des biens immobilisés	Investissement en actions du CCES dans les projets de partenariat	Fonds de réserve pour les imprévus (note 8)	Fonds de réserve pour l'éthique dans le sport (note 9)	Total
Solde - début d'exercice	-\$	209 626 \$	3 \$	350 000 \$	370 994 \$	930 623 \$
Revenus nets (dépendances) pour l'exercice	1 364	(56 739)	-	-	-	(55 375)
Affectation interne (note 9)	23 422	-	-	-	(23 422)	-
Achat de biens immobilisés	(24 786)	24 786	-	-	-	
Solde - fin d'exercice	-\$	177 673 \$	3 \$	350 000 \$	347 572 \$	875 248 \$

Notes afférentes aux états financiers

Le 31 mars 2012

1. BUT DE L'ORGANISATION

Le Centre est l'autorité reconnue au Canada en matière de sport fondé sur des valeurs et sans dopage. Au nom de la communauté sportive canadienne, le Centre fournit un leadership solide et efficace au Mouvement Sport pur et au Programme canadien antidopage. Le Centre offre des programmes et des services à l'échelle nationale et internationale en matière de consultation, d'éducation, de soutien technique et de solutions pour faire avancer le sport fondé sur des valeurs et sans dopage au Canada.

Le Centre a été constitué en société sans capital-actions le 29 avril 1991 en vertu de lettres patentes. Le Centre est exonéré de l'impôt sur le revenu étant reconnu comme un organisme sans but lucratif en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu.

2. PROCÉDURES COMPTABLES IMPORTANTES

(a) Comptabilisation des produits

Le CCES adopte la méthode du report pour la comptabilisation des apports. Les apports affectés sont reconnus comme étant des produits dans l'année où les restrictions pertinentes sont atteintes. Les apports non affectés sont reconnus comme étant reçus ou recevables, si les montants peuvent être estimés de manière raisonnable et si la perception est assurée de manière raisonnable.

(b) Contributions du Patrimoine canadien (Sport Canada)

Les contributions reçues du Patrimoine canadien (Sport Canada) sont assujetties à des modalités et des conditions de dépenses précises. Le Patrimoine canadien (Sport Canada) se réserve le droit de vérifier les livres de l'organisation en tout temps pour identifier, s'il y a lieu, les situations où les dépenses réglées au moyen des contributions ne sont pas conformes aux modalités et conditions établies et où des sommes doivent, par conséquent, être remboursées au Patrimoine canadien (Sport Canada). Les corrections apportées aux contributions des années précédentes paraissent à l'année pour laquelle le Patrimoine canadien (Sport Canada) a demandé le redressement.

(c) Amortissement des biens immobilisés

Les biens immobilisés sont indiqués au prix coûtant, moins le montant cumulé des amortissements. Les améliorations locatives sont inscrites nettes de toutes incitations à prendre à loyer. Ces achats sont amortis selon la méthode linéaire suivante :

Matériel de bureau	5 ans
Matériel informatique	3 ans
Système comptable	10 ans
Équipement Sysmex	4 ans
Améliorations locatives	selon la durée non écoulee du bail.

(d) Conversion des états financiers établis en monnaie étrangère

Les actifs et les passifs monétaires exprimés en monnaie étrangère ont été convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la fin de l'année. Les éléments de revenus et de dépenses sont convertis au taux de change en vigueur au moment de chaque transaction.

(e) Investissement en actions du CCES dans des projets de partenariat

L'investissement du Centre dans International Testing Inc. (ITI), une filiale à part entière fait l'objet d'une comptabilisation à la valeur d'acquisition, selon laquelle l'investissement est reporté en fonction des coûts et gains de l'investisseur est indiqué au

titre des gains du Centre seulement si une administration est effectuée. La filiale à part entière n'a pas été consolidée en raison du fait qu'elle n'est pas essentielle au Centre. La note au point no 6 décrit la répercussion financière de ITI dans le cas où les états financiers auraient été consolidés.

(f) Utilisation des prévisions budgétaires

La préparation des états financiers en conformité aux principes de comptabilité généralement acceptés au Canada exige que la gestion fasse des estimations et des suppositions qui touchent les montants rapportés en matière de biens, responsabilités, revenus et dépenses et la divulgation des biens et responsabilités éventuels. Les résultats véritables peuvent différer de ces estimations.

(g) Services de bénévolat

Le Centre reçoit les services de plusieurs bénévoles, dont les coûts ne peuvent être raisonnablement estimés. Pour ces raisons, aucune représentation de ces dépenses n'a été incluse dans ces états financiers.

(h) Équipement d'apport

L'équipement d'apport est énoncé à la juste valeur du marché à la date de réception.

3. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers du Centre comprennent les fonds en banque, les fonds de dépôt, les comptes clients, les comptes fournisseurs et les charges à payer. De l'avis des gestionnaires, le Centre n'est exposé ni à des taux d'intérêt ni à des risques bancaires considérables en raison de ces instruments financiers. La juste valeur de ces instruments financiers se rapproche de sa valeur comptable, à moins qu'il en soit autrement indiqué.

Risque de crédit

Le risque de crédit provient de la possibilité que les contributeurs et les clients ne puissent honorer leurs engagements et obligations. Le Centre est exposé au risque de crédit par ses comptes débiteurs. La direction est d'avis que le Centre n'est pas exposé à un risque de crédit important.

4. GESTION DES CAPITAUX

Le Centre considère que son capital représente l'équilibre maintenu dans ses actifs nets. Le principal objectif du Centre consiste à investir son capital de manière à lui permettre de continuer à titre de continuité d'exploitation et d'atteindre ses objectifs. Les fonds et les investissements sont investis sous la gouverne du conseil d'administration du Centre afin d'offrir un taux de retour raisonnable, de minimiser les risques et de s'assurer que des investissements liquides adéquats se trouvent en caisse pour les exigences actuelles en matière de flux de trésorerie. Le Centre n'est pas sujet à des exigences imposées par les parties externes par rapport à son capital, sauf comme l'indique la note 7.

5. IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortissement cumulé	Net
Matériel du bureau	79 804 \$	58 437 \$	21 367 \$
Matériel informatique	97 016	78 798	18 218
Système comptable	111 710	22 342	89 368
Équipement Sysmex	50 000	25 000	25 000
Améliorations locatives	57 917	34 197	23 720
	396 447 \$	218 774 \$	177 673 \$

Les coûts engagés au titre des améliorations locatives sont nets de 158 800 \$ en incitations pour les améliorations locatives. Amortissement des dépenses pour l'année : 56 739 \$.

6. INVESTISSEMENT DU CCES - PROJETS DE PARTENARIAT

International Testing Inc.
(filiale en propriété exclusive) 3 \$

Si les états financiers d'International Testing Inc. avaient été consolidés, les biens totaux et les surplus auraient augmenté de 6 627 \$.

7. FONDS DE DÉPÔT

Le CCES administre les fonds au nom de trois clients internationaux à des fins de coordination des contrôles du dopage. Les fonds de dépôt sont restreints à des activités liées à la coordination des contrôles au nom de ces clients.

8. FONDS DE RÉSERVE POUR LES IMPRÉVUS

Au 25 mars 1997, le conseil d'administration du Centre a approuvé la création d'un fonds de réserve pour les imprévus d'une valeur de 250 000 \$. Ces fonds représentent une source de revenus ou d'appui financier qui vise à compenser les interruptions inattendues d'entrée de fonds au Centre. Voici les appropriations par rapport au fonds :

1997	250 000 \$
2000	(50 000)
2001	100 000
2002	50 000
	350 000 \$

Aucune attribution n'a été approuvée ni requise au cours de l'exercice financier qui se termine en 2012.

9. FONDS DE RÉSERVE POUR L'ÉTHIQUE DANS LE SPORT

Le 26 mars 2002, le conseil d'administration du Centre a approuvé la création de ce qui deviendrait le Fonds de réserve pour l'éthique dans le sport. Voici les appropriations par rapport au fonds :

2002	250 000 \$
2004	400 000
2004	(33 000)
2005	(20 000)
2007	(149 021)
2010	(9 528)
2011	(67 457)
2012	(23 422)
	347 572 \$

Au cours de l'année, le Conseil a autorisé une appropriation pouvant aller jusqu'à 100 000 \$ du surplus afin de couvrir le déficit d'exploitation. L'appropriation actuelle était de 23 422 \$.

10. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES CONNEXES

Un gestionnaire du Centre est également un directeur de la Fondation Sport pur, un organisme de bienfaisance enregistré. Le Centre a donné un soutien administratif au coût 191 929 \$ à la Fondation. Le Centre a reçu un soutien administratif au coût Nil \$ de la Fondation. Ces transactions ont été mesurées selon le montant d'échange, soit le montant de considération établi et accepté par les apparentés. Les comptes clients comprennent un montant échu de la Fondation Sport pur de 113 400 \$ et les comptes créditeurs comprenaient un montant de 22 500 \$ dû à la Fondation Sport pur.

International Testing Inc. (ITI) est une partie connexe par son statut de filiale à part entière du Centre.

11. ENGAGEMENTS

- (a) Le Centre a conclu une entente contractuelle de services avec l'Institut national de la recherche scientifique (laboratoire INRS), pour un total de 1 320 000 \$ par année. L'entente prendra fin le 31 mars 2014. De plus, le CCES doit verser jusqu'à 95 000 \$ chaque année pour des projets de recherche communs et jusqu'à 200 000 \$ annuellement pour l'acquisition d'instruments analytiques et d'équipement.
- (b) Le Centre a signé un bail pour son bureau jusqu'au 31 mai 2017 pour un loyer de base annuel et des frais d'exploitation et taxes connexes d'environ 119 000 \$ par année. Le loyer de base annuel sera de :

2013	103 272 \$
2014	103 272 \$
2015	103 272 \$
2016	103 272 \$
2017	103 272 \$

12. ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Cet état n'a pas été préparé compte tenu que tous les renseignements pertinents se retrouvent dans les autres états financiers.

*Rapport du
vérificateur
indépendant*



**POUR LE CENTRE CANADIEN
DANS LE L'ÉTHIQUE SPORT**



POUR **CENTRE CANADIEN**
L'ÉTHIQUE **DANS LE**
SPORT

350-955 rue Green Valley Cr
Ottawa ON Canada K2C 3V4
Tel/Tél + 1 613 521 3340
+ 1 800 672 7775
Fax/Téléc + 1 613 521 3134
info@cces.ca www.cces.ca